

Décision n° 2018-255

autorisant une manifestation publique et sportive
sur le territoire du Parc national du Mercantour

Le directeur du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-66 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 32 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande déposée par Monsieur GUIRAN Jean-Charles, président de l'association pour la route de la Bonette en date du 02 juillet 2018,

Considérant que l'itinéraire prévu au programme de la manifestation emprunte exclusivement des voies ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres motorisés et que les modalités d'organisation apparaissent conformes à la modalité n°32 d'application de la réglementation dans le cœur,

Décide :

Article 1er :

L'Association pour la route de la Bonette, représentée par son président Monsieur Jean-Charles GUIRAN et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à organiser une manifestation sportive de course pédestre reliant le bourg de Saint-Etienne-de-Tinée à la cime de la Bonette, dénommée « 36^{ème} Ascension Pédestre de la Bonette ».

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la date du dimanche 29 juillet 2018.

Article 3 :

L'organisation de la manifestation, telle que décrite par le bénéficiaire dans ses précédentes demandes (référence 2017), est prévue selon les modalités suivantes :

- nature de l'épreuve : course sportive chronométrée donnant lieu à classement au point d'arrivée.

- circuit : départ Saint-Etienne-de-Tinée – Pont Haut - Le Pra – Bousieyas - Camp des Fourches - arrivée Col de la Bonette. Remise des prix organisée sur la place du village de Saint-Etienne-de-Tinée.
- nombre de participants : 300 maximum, sans véhicule d'accompagnement
- nombre d'encadrants / membres de l'organisation : 40
- nombre de spectateurs attendus : non précisé

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

4.1. Les postes de ravitaillement et rafraîchissement, ainsi que la base de repos et la base médicale seront constitués d'installations légères ne comportant pas de mobilier ou de structure fixée au sol et dans tous les cas, de déplacement aisé en cas d'urgence.

4.2. Ces installations devront être dénuées de toute mention publicitaire.

4.3. Leur emplacement se limitera exclusivement à la chaussée ou à des sur-largeurs de voies existantes, mais en aucun cas sur les pelouses avoisinantes.

4.4. Les postes de ravitaillement et rafraîchissement sont autorisées à distribuer des denrées alimentaires exemptes de tout emballage individuel. Les gobelets jetables en plastique ne sont pas autorisés.

4.5. Le balisage éventuel de l'itinéraire ne devra comporter aucune mention publicitaire, être amovible et ne pas porter atteinte de quelque manière que ce soit aux éléments fixes du paysage y compris naturels. L'usage de la peinture ou les dépôts de craies sont exclus.

4.6. Le dispositif de signalement de la fin de l'étape chronométrée sera constitué de deux éléments mobiliers au maximum, dénués de publicité commerciale, posés et suffisamment lestés sans ancrage au sol, d'une hauteur n'excédant pas 1,80 mètres et aux couleurs sobres, s'insérant dans l'environnement paysager. Les dispositifs enjambant la chaussée, de type « portique », sont interdits de même que la mention « arrivée ».

4.7. Toute utilisation d'appareil d'amplification sonore est interdite en cœur de Parc.

Article 5 :

Dans le cœur du Parc national, le bénéficiaire est tenu d'effectuer à ses frais une collecte et un nettoyage méticuleux des espaces occupés par les organisateurs, les participants et, le cas échéant, des spectateurs.

Ce nettoyage ainsi que l'enlèvement du balisage devra être effectué le jour même, avant l'heure légale de coucher du soleil.

Article 6 :

Le bénéficiaire et les participants devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale de la zone cœur du Parc national, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'introduction de chiens ;
- de publicité (y compris sur l'éventuelle signalétique temporaire) ;
- d'utiliser des appareils d'amplification sonore (haut-parleur, sonorisation,...) ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détritiques ;
- de survoler le Parc national par un hélicoptère, ou un avion, à moins de 1000m ;
- d'effectuer des prises de vues professionnelles sans autorisation ;

- d'effectuer un balisage permanent ;
- d'utiliser un drone pour effectuer des prises de vue à titre privé ou professionnel.

Article 7 :

La présente décision vaut autorisation de prise d'images et de sons dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

7.1. Le bénéficiaire remettra aux professionnels chargés des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site ;

7.2. L'autorisation de prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique de la manifestation à l'exclusion de tout autre sujet ;

7.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé dans le cœur du Parc national.

Les accréditations remises par le bénéficiaire, mentionnées à l'article 7.1, devront faire mention de ces restrictions.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

La présente décision ne vise qu'à limiter l'impact de la manifestation sur le milieu naturel, la flore et la faune sauvages ainsi que sur le caractère du cœur de parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire, seul organisateur de cette manifestation, en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

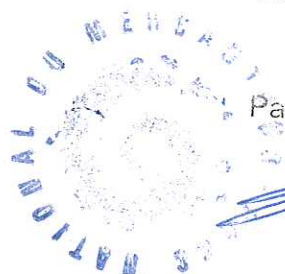
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de 3 mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Nice, le 9 juillet 2018



Le Directeur Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER